

THE LILLETIN PROBLEM TO THE LA SECTION DES ADMINISTRATEURS

Quel.le « DG » pour quelle DGFiP?

Édito

C'est un poste laissé vacant et pas des moindres : celui de « DG ». Le pouvoir n'a pas pu ou voulu immédiatement remplacer Jérôme Fournel. C'est une première depuis la création de la DGFiP en 2008. Vu la période et l'importance d'une administration comme la DGFiP dans la vie en société, c'est aussi un signal inquiétant.

Résumons-nous. Suite au remaniement, la première vague de nomination de ministres, la fonction publique et le ministère de l'action et des comptes publics n'auront pas eu de ministres pendant plusieurs semaines. La DGFiP, pour sa part, s'est retrouvé sans « DG ». Antoine Magnant a certes été nommé directeur général par intérim, en attendant que le poste de DG soit pourvu.

Dans une période d'incertitude généralisée, le choix politique qui préside à la nomination d'un directeur général ou d'une directrice générale mérite une analyse particulière. Selon le profil, le parcours, la sensibilité et les liens avec le pouvoir, celui-ci envoie en effet un signal aux agents après des années durant laquelle la fonction publique, la DGFiP et ses agents de tous grades ont été malmenés et pressurisés.

L'enjeu n'est pas mince. L'ancien DG avait promis une « pause » dans les restructurations et de suppressions d'emplois moins importantes que par le passé. Cette promesse survivra-t-elle au remaniement? Objectivement, la question se pose.

Le « cadre d'objectifs et de moyens » n'est assorti d'aucune visibilité ni garantie budgétaire. De ce point de vue, les déclarations de Bruno Lemaire sur les économies budgétaires qu'il entend réaliser ont légitimement de quoi inquiéter.

Au-delà, la façon dont Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs exercent le pouvoir, entre coups de force et coups politiques, tout cela dans un style clivant confinant si souvent à la provocation, est probablement le plus inquiétant. Disons-le franchement : tout laisse à penser que ce pouvoir n'aime ni la fonction publique, ni les finances publiques. Et les profils

décomplexés, méprisant toute forme de dialogue social, méconnaissant les enjeux de la DGFiP, dépourvus de technicité ou encore acquis aux dogmes d'une réforme de l'État synonyme d'affaiblissement et d'alignement vers le bas sont hélas nombreux.

Le pouvoir a annoncé une nouvelle réforme « historique » de la fonction publique. Il a également l'occasion de porter un coup fatal à ce qui, malgré les immenses difficultés et une fragilisation préoccupante, a permis à la « maison DGFiP » de tenir et de ne pas s'écrouler, comme la conscience professionnelle, la technicité et le sens du service public des agents ou encore la possibilité de dérouler dans le temps une carrière grâce à la promotion interne. À l'opposé de la tendance actuelle, c'est donc bien le renforcement de ces « piliers » qui doit constituer les priorités. pour ne pas dire le mandat, de la personne qui sera nommée DG. Une première femme DG répondant à cette orientation serait une bonne nouvelle.

Rarement la notion de « collectif » aura été aussi pertinente : quelles que soient les fonctions et quels que soient les grades, tous les personnels de la DGFiP sont concernés par le prochain choix du pouvoir.

La section des Directeurs et de l'encadrement est représentée par :

Anne-Françoise BARUTEAU, Administratrice de l'Etat (ex AGFIP), Co-secrétaire de section

Aline DJIAN, Administratrice de l'Etat (ex AFIP), Co-secrétaire de section

Vincent DREZET, AFIPA, Co-secrétaire de section Jacques LAURES, Administrateur de l'Etat

Ronan LE BERRE, AFIPA, coordination du journal Bernard CAMUT, Secrétaire national en charge de l'encadrement supérieur

Contacter notre section:

gestionaplus@solidairesfinancespubliques.org

Pour plus d'informations, consultez le <u>site de la section</u>